

## Union européenne : trois anniversaires et un enterrement

Date : 12 mars 2017



David Cayla et Coralie Delaume

L'année 2017 promet d'être une année électorale décisive pour la France mais aussi pour les Pays-Bas et pour l'Allemagne, autrement dit pour la moitié des membres fondateurs de la vieille «Europe des six». Une année charnière pour le projet européen. Mais 2017 est aussi l'année de tous les anniversaires.

On devrait les fêter dans la liesse. On n'a jamais été autant dans la nasse. On se tait, donc, ou l'on se fait discret. Sans doute commémorera-t-on au moins, le 25 mars, les 60 ans du traité de Rome. Mais on ne sait pas encore dans quel état d'esprit. Dix jours plus tôt, le parti de droite radicale eurosceptique PVV (Parti pour la liberté) aura peut-être alors remporté les législatives néerlandaises, sans obtenir toutefois les 76 sièges nécessaires pour gouverner seul. Avec qui s'alliera-t-il pour former une coalition ? A la clé, combien de semaines d'instabilité pour le pays et d'incertitude pour l'Europe ?

On n'a célébré qu'en pointillés, en tout cas, les 25 ans de la signature du traité de Maastricht. C'était le 7 février. La veille, [la Grèce et ses créanciers](#) s'étaient rencontrés autour d'un rapport du Fonds monétaire international (FMI). Le FMI y éreintait ses partenaires européens de l'ex-Troïka. «La dette grecque est intenable. Même avec une application pleine et entière des réformes approuvées dans le cadre du programme d'aide, la dette publique et les besoins de

financement vont devenir explosifs sur le long terme», affirmait-il. Il ne faisait que répéter ce qu'il avait déjà dit en 2013, 2015 et 2016 dans divers rapports.

Car le Fonds plaide de très longue date pour que soit allégée la dette hellène. Dans les semaines à venir, il pourrait se retirer du plan «d'aide» à Athènes si ses préconisations n'étaient pas entendues, ce qui remettrait la crise grecque au premier plan de l'actualité européenne. Problème : l'Allemagne ne veut toujours pas entendre parler d'une restructuration de la dette grecque. A quelques mois du scrutin législatif de septembre 2017, il est peu probable qu'Angela Merkel ou son concurrent social-démocrate Martin Schulz souhaitent présenter aux contribuables allemands la perte financière qu'une telle restructuration imposerait. Dès lors, outre-Rhin, on parle à nouveau de «Grexit». Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances et inventeur, en 2015, des expressions «Grexit temporaire» (sortie temporaire de la Grèce de l'euro) et «Grexident» («sortie de la Grèce de l'euro par accident»), ne rêve en réalité que de «Grexulsion» («expulsion de la Grèce»). Il a récemment été rejoint sur cette ligne par l'un de ses compatriotes, vice-président du Parlement européen. [Alexander Graf Lambsdorff a ainsi affirmé dans une interview au journal Challenges](#) : «Nous devons trouver rapidement un moyen de garder la Grèce dans l'UE et de continuer de la faire bénéficier de ses mécanismes de solidarité, mais tout en l'accompagnant hors de la zone euro. Nous devons ménager une transition, par étapes, vers le retour à une monnaie nationale.»

On le voit, il y avait de bonnes raisons de ne pas fêter, le 1er janvier l'anniversaire de l'euro. Cela a fait quinze ans que la monnaie unique est entrée dans nos portefeuilles, mais sans faire le bonheur de tous. C'est de sortie qu'il est désormais question, en tout cas, pour la Grèce. Peut-être même pour d'autres.

Pourquoi pas pour l'Allemagne ? La proposition semble incongrue tant la situation actuelle paraît optimale pour le pays. Pour des raisons détaillées dans notre livre, la libre circulation des facteurs de production au sein du marché unique conduit le capital productif à s'y concentrer, au détriment des pays périphériques. La crise qui s'en est suivie en 2010 a poussé l'Europe à voler au secours de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne et de Chypre. Mais aucun pays créancier n'en a encore été de sa poche puisque «l'aide» européenne s'est faite sous forme de prêts. L'Allemagne, dont la dette est devenue une «valeur refuge», s'endette gratuitement sur les marchés. Elle bénéficie donc du capital financier européen en plus de bénéficier du capital productif. L'euro, trop faible au regard de la compétitivité du pays, lui garantit une compétitivité coût très supérieure à ce qu'elle serait si elle avait conservé le mark. Ainsi, l'économie germanique a dégagé en 2016 un excédent courant de 300 milliards de dollars, le plus élevé du monde.

Comme cet extraordinaire excédent commercial est vilipendé par les États-Unis depuis l'arrivée de Donald Trump, Angela Merkel a dû l'admettre le 18 février : l'euro pose problème. Lors d'une conférence sur la sécurité à Munich, la chancelière a déclaré : «Nous avons en ce moment dans la zone euro bien sûr un problème avec la valeur de l'euro. [ ]. Si nous avions encore le deutschemark, il aurait certainement une valeur différente de celle de l'euro en ce moment.» Une façon de désarmer les critiques américaines en attribuant la responsabilité des dysfonctionnements de l'Union économique et monétaire à l'intangibilité des structures, à la monnaie unique, à la politique menée par la BCE. Mais [une manière aussi, peut-être, de](#)

[regretter ce deutschemark abandonné à contrecœur](#) car lié à l'identité d'un pays dont il accompagna par deux fois l'unification dans l'histoire récente (1949 et 1990), et qui reste le symbole d'un souverainisme allemand dont on aurait tort de négliger l'importance.

L'Europe n'est donc pas à la fête. Ces trois anniversaires sont l'occasion de faire un sombre bilan des promesses non tenues du projet européen. Mais les élections qui viennent seront l'occasion d'écrire l'histoire au présent. Ne serait-il pas temps que la campagne présidentielle accorde à cette thématique l'importance qu'elle mérite ?

Source: [L'arène nue](#) via [Libération](#)